

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message,
[consultez la copie web](#)



InfoLettre n°127 - 11 décembre 2019



Think different !

Madame, monsieur, chers élus, chers amis,

Depuis 1995, le budget du Quai d'Orsay est l'objet d'un reflux continu sous la pression de Bercy. Il a fallu toute l'autorité d'un ministre de l'envergure de

Jean-Yves Le Drian pour suspendre cette tendance baissière cette année.

Lors des débats budgétaires au Sénat, le ministre a annoncé l'annulation de la fermeture du consulat de Moncton et de l'Institut français de Norvège.

Pour combien de temps ?

Annonces lancinantes des fermetures de postes, plan de diminution des effectifs en attendant le prochain, faiblesse de nos contributions volontaires à l'ONU (nous pointons entre la 15ème et la 20ème place)..., on n'en voit pas la fin. Où est la dynamique ?

Quand donc pourrions-nous voir l'avenir de manière positive dans ce ministère ?

Concernant la politique immobilière, Bercy contraint depuis des années le Quai d'Orsay à vendre les "bijoux de famille" pour financer son train de vie. Ceci a une fin. Et nous y sommes ! Le ministre l'a clairement rappelé. A juste titre !

Lors de mon intervention à la tribune au nom du groupe centriste, j'ai proposé au ministre de donner de l'autonomie à nos chefs de poste. Afin de leur permettre de gérer au mieux localement notre patrimoine sans nécessairement faire appel aux deniers publics, il est nécessaire de réformer la comptabilité publique.

S'agissant du programme 151 qui concerne les consulats et les Français de l'étranger, nous enregistrons de plus en plus d'expatriés ou de personnes de passage, mais de moins en moins de moyens : c'est le fameux effet ciseau.

Là encore, notre réseau consulaire donne l'image d'un repli permanent. À ce rythme, quelle sera la carte consulaire dans dix ans ?

Le budget de ce réseau devrait être envisagé non pas comme une structure de coûts, mais comme une opportunité de gérer des revenus.

Si l'intégralité de la recette des visas finançait le réseau qui la collecte, nous retrouverions une dynamique de développement qui soutiendrait également notre diplomatie économique sans peser sur le contribuable. Phénomène qui pourrait s'amplifier en s'inspirant des bonnes pratiques : les consuls honoraires allemands peuvent effectuer les prises d'empreintes biométriques pour éviter à leurs compatriotes de faire de longs déplacements tout en conservant le produit du service.

Quant à notre diplomatie culturelle, je soutiens sans réserve la dynamique initiée par le Président de la République dans le but de doubler le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement français à l'étranger à l'horizon 2030.

Pouvons-nous croire cependant que cet objectif survivra aux deux prochaines élections présidentielles ?

Il y a deux ans, j'avais proposé d'atteindre ce résultat en cinq ans, puis de doubler encore sur les cinq années suivantes afin de quadrupler notre réseau en dix ans. Pour y parvenir, il faut concentrer l'effort public sur le développement plutôt que de financer de la dépense non maîtrisée. À titre d'exemple, j'ai relevé que l'enveloppe des 10 premiers salaires de l'AEFE à l'étranger s'élève à 1,8 million d'euros.

"La folie serait de se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent", dirait **Albert Einstein**.

Confrontée à des difficultés financières et une perte d'attrait dans les années 90, la société Apple Computer a réinventé sa stratégie et l'a popularisée par un slogan et un clip intitulé "Think different".

L'expérience m'a appris qu'une approche disruptive permet de surmonter tous les obstacles.

Pour offrir à notre diplomatie les moyens des ambitions affichées par **Emmanuel Macron**, il est nécessaire de penser son budget différemment. L'écoute dont a fait preuve Jean-Yves Le Drian durant les débats permet de penser qu'il pourrait relever ce défi.

Fidèlement,

Olivier Cadic



Hommage national

Aux Invalides, le 2 décembre, profonde émotion lors de la cérémonie en mémoire de nos 13 soldats tombés au combat au Mali, en présence du chef de l'État. Pensée émue aux familles et en particulier à mon collègue **Jean-Marie Bockel** qui a perdu son fils.



PLF2020 – Action Extérieure de l'État – DG – Vidéo (5m)

Intervention au nom du groupe UC sur le budget de la mission "Action Extérieure de l'État", qui s'articule en trois grands programmes : le 105 (action de la France en Europe et dans le monde) ; le 151 (Français à l'étranger et affaires consulaires) ; le 185 (diplomatie culturelle et d'influence).

En savoir +



PLF2020 – Action Extérieure de l'État – FLAM – Vidéo (1:30)

J'ai défendu mon amendement visant à transférer la gestion du budget du programme FLAM (français langue maternelle) de l'AEFE vers l'Institut Français. En effet, c'est la vocation du réseau mondial d'Instituts français d'assurer l'apprentissage de la langue française, tandis que le rôle de l'Agence est de développer l'enseignement français.

En savoir +



PLF2020 – Action Extérieure de l'État – Enseignement – Vidéo (1:50)

L'objectif de doublement du nombre d'élèves à l'étranger d'ici 2030 doit-il entièrement reposer sur l'AEFE (Agence pour l'Enseignement français à l'étranger) ? L'Agence est sujette à des critiques quant à son fonctionnement, notamment de la part du Trésor à cause d'un budget toujours déficitaire et une masse salariale trop élevée.

[En savoir +](#)



PLF2020 – Action Extérieure de l'État (Moncton & Oslo) (Vidéo 40s)

Le ministre des affaires étrangères, **Jean-Yves Le Drian**, a annoncé en séance l'annulation de la décision de fermeture du consulat de France de Moncton au Canada et de l'Institut français de Norvège à Oslo. Je l'ai remercié pour cette heureuse décision.

[En savoir +](#)



PLF2020 – Mon rapport en commission sur le budget "Coordination du travail gouvernemental" (P129)

Le 13 novembre, en qualité de co-rapporteur avec mon collègue **Rachel Mazuir**, j'ai défendu le budget du programme 129 (gestion de crises, cyberdéfense, renseignement) devant notre commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, présidée par **Christian Cambon**, qui a donné son avis favorable à l'unanimité.

[En savoir +](#)



PLF2020 – Coordination du travail gouvernemental – Vidéo (7m)

Je suis intervenu en séance publique pour donner un avis favorable aux crédits du programme 129, en me réjouissant du renforcement des moyens de l'ANSSI (Agence nationale de sécurité des systèmes d'information). En 2018, l'Agence a été amenée à traiter 78 événements, consécutifs à des attaques informatiques visant des ministères français.

[En savoir +](#)



PLF2020 – Notre réseau diplomatique : des économies en guise de stratégie

Quelle sera la carte de notre réseau diplomatique dans dix ans ? L'image que donne notre diplomatie est celle d'un reflux continu depuis 1995, à travers la vente de notre patrimoine immobilier. Et si l'on pensait différemment ? Certains ambassadeurs aimeraient avoir le droit d'administrer localement leurs résidences en trouvant des sources de profit.

[En savoir +](#)



Public Sénat – Haro sur le Black Friday ? – Vidéo (28m)

Sur Public Sénat, j'ai débattu du Black Friday en prenant le contre-pied d'un certain discours dénonçant la frénésie de consommation. Pourquoi considérer que le marketing infantilise le consommateur et vouloir le culpabiliser, au lieu de le regarder comme un individu libre et responsable de ses achats ?

[En savoir +](#)



Jean-Pierre Cantegrit devient chevalier de la Légion d'honneur

Honoré d'avoir été invité par **Jean-Pierre Cantegrit** à la cérémonie de remise des insignes de chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur par **Gérard Larcher**, président du Sénat. Son parcours exceptionnel justifie la reconnaissance de la nation.

[En savoir +](#)



Vincent Sadèque (Djibouti) : un modèle d'engagement politique indépendant

Le 12 novembre au Sénat, j'ai revu **Vincent Sadèque**, conseiller consulaire pour Djibouti. J'avais eu l'opportunité de découvrir son intense activité de terrain au service de notre communauté lors de mon déplacement à Djibouti au début de cette année.

[En savoir +](#)



La Ville de Paris ravive la mémoire de Pasquale Paoli

En 2013, au cœur de l'abbaye de Westminster où figure le buste de **Pasquale Paoli**, j'avais conclu mon discours devant l'Association des Corses du Royaume-Uni Pasquale Paoli (ACRUPP), en me demandant quand Paoli aurait droit à une avenue à Paris. Le Conseil de Paris vient d'émettre un vœu en ce sens.

[En savoir +](#)



En circonscription en Malaisie – Kuala Lumpur (22 & 23 sept. 2019)

[En savoir +](#)



En circonscription en Indonésie – Jakarta (24 & 25 sept. 2019)

[En savoir +](#)



En circonscription en Chine – Hong-Kong (26 & 27 sept. 2019)

[En savoir +](#)



En circonscription en Espagne – Palma de Majorque (14-15 oct. 2019)

[En savoir +](#)



En circonscription en Suisse – Berne / Genève (18-19 oct. 2019)

[En savoir +](#)


En circonscription en Grèce – Athènes (24-26 oct. 2019)

[En savoir +](#)


Collaborateurs

Marie-Blanche
Payerne-Camps

François Gheysens

Nos coordonnées

Palais du Luxembourg
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS



Nous contacter



+33 (0)1 42 34 14 66



o.cadic@senat.fr

MENTIONS LEGALES

Vous recevez ce message car vous êtes inscrit sur la lettre électronique hebdomadaire d'Olivier Cadic. Conformément aux

11/12/2019

link.oliviercadic.com/m2?r=pTE3NTE0xBDi0IxzXfc90LVE0LAYNdCz0LTQv9DI0LPEENCW0MY10IjQz0laTNCjJ9CZ0KXQpehnJ7hqZWFu...

dispositions de la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez vous opposer à l'envoi de nouveaux messages en cliquant sur le lien de désinscription ci-dessous.

[Désabonnement](#)